

APRES LE « DISCOURS » DE SARKOZY ...

Ainsi donc, Monsieur « Moi je » Sarkozy a parlé... En référence à l'émission diffusée sur une autre chaîne d'un service public particulièrement menacée, « Plus belle la vie », il s'est évertué, durant 90 minutes, à nous expliquer, combien notre vie allait s'améliorer grâce aux résultats de sa politique.

A peine interrompu par quatre journalistes jouant le rôle de simple potiches, il a ainsi pu jouer à son jeu favori, le bonneteau – à moins que ce soit le poker menteur- et enfumer celles et ceux qui ont pris la peine de l'écouter.

D'emblée, il a confirmé que ce sont bien celles et ceux qui ne sont en rien responsables de la crise qui en subiront les conséquences. Il ne s'attaquera pas aux privilèges indécents de la minorité de privilégiés qui, tout en continuant à exploiter le plus grand nombre, se voient désormais offrir des milliards d'argent public sans la moindre contrepartie. Mieux, il maintiendra le « bouclier fiscal » particulièrement emblématique de l'injustice sociale qu'il a mise en oeuvre dès son accession au pouvoir. Cerise, sur le gâteau, il accède à la demande du MEDEF en annonçant la disparition de la taxe professionnelle.

A l'évidence, il n'a pas pris la mesure de la grave crise sociale qui demande des réponses immédiates et concrètes. Pour toute réponse, il maintient le cap, refuse d'augmenter les salaires les plus bas, persiste dans la destruction de l'emploi public, confirme le rythme effréné de ses réformes

destructrices.

Jetant de la poudre aux yeux en renvoyant à des discussions avec les organisations syndicales le 18 février, il fait de nouvelles promesses, toutes aussi vagues les unes que les autres. Nul doute qu'elles donneront lieu à autant de palabres destinées à masquer l'absence de réelles mesures pour répondre aux revendications de millions de salarié(e)s du public et du privé.

Finalement, son discours est dans la même lignée que celui des responsables du Ministère de la culture qui, à l'issue de la mobilisation du 29 janvier, ont été incapables d'en tirer le moindre enseignement. D'autres organisations syndicales s'étant déjà exprimées sur le sujet, nous n'y reviendrons pas.

Plus que jamais, les missions traditionnelles du Ministère sont menacées, avec la complicité active de Christine Albanel. Ces derniers jours, prenant prétexte de la mise en oeuvre d'un plan de relance qui ne résoudra en rien les problèmes de pouvoir d'achat, elle a accompagné ou n'a rien fait contre les tentatives de dérégulation imposées par les parlementaires de la majorité.

C'est ainsi que sa politique audiovisuelle nous ramène à l'ORTF, sommée de se soumettre au pouvoir ou de disparaître. C'est ainsi que les bétonneurs, qui rêvent du démantèlement du dispositif de protection du patrimoine en France, ont obtenu, d'une part, la remise en cause de la politique d'archéologie préventive et, d'autre part, l'allègement du droit de l'urbanisme avec la fin de l'avis conforme des Architectes des Bâtiments de France dans les Zones de protection du patrimoine

architectural, urbain et paysage.

Les vœux de Jean-Jacques Aillagon de voir disparaître, sinon le ministère, du moins l'essentiel de ses missions, sont ainsi en passe de se réaliser.

Nous n'avons manifestement rien à attendre de ce gouvernement.

Fortes de ce constat les

organisations syndicales doivent prendre toutes leurs responsabilités en s'engageant dès aujourd'hui :

- **au maintien de la dynamique unitaire tournée vers l'action, engagée le 29 janvier afin de répondre à l'attente et aux aspirations collectives de millions de salarié-es du privé comme du public.**
- **au maintien d'un véritable rapport de forces concrétisé par un appel ferme à la grève générale et de larges manifestations interprofessionnelles.**

Nous ne paierons pas leur crise !

SUD Culture Solidaires, le 9 février 2009.